

REPUBLIQUE FRANCAISE

DÉPARTEMENT DE L'AIN

VILLE DE TRÉVOUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE DIX FEVRIER, à VINGT HEURES TRENTE, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni dans la Salle du Conseil en Mairie, en séance publique sous la présidence de Monsieur Marc PECHOUX, Maire

PRESENTS : M.PECHOUX, C.TRASSARD, B.GUERIN, H.BONNET, A. IACOVELLI, JP.SAINT-CYR, G.LICHTLE, L.BORDELIER, D.DESFORGES, M.DUHAMEL-HERZ, Y.GALLAY, G.GAGNE, I.DE CARVALHO, A.TESSIAUT, A.SEMMADI, S.VERPAULT, D.BIDAULT, A.GENIN, M.RAYMOND, C.MONTESSUIT, P.CHARRONDIERE, G.BRULLAND

EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR : J.CORMORECHE à C.TRASSARD, S.PERNET à H.BONNET, P.BERTHAUD à A.IACOVELLI, I.VERRAT à G.LICHTLE, M.CACHAT à M.RAYMOND, A.GOMES à P.CHARRONDIERE

ABSENTS : M.CROUZAT

Lesquels forment la majorité des membres en exercice.

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Locales procédé à la nomination d'un secrétaire de séance, H.BONNET ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

2016-10-02- URBA -N°07 MISE EN REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME : OBJECTIFS POURSUIVIS ET MODALITES DE LA CONCERTATION

Gaëlle Lichtlé, adjointe à l'urbanisme, aux travaux et à l'accessibilité, informe le conseil municipal que plusieurs lois récentes ont modifié le code de l'urbanisme :

- Loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement du 3 août 2009 dite « Loi Grenelle I »
- Loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010 dite « Loi Grenelle II »
- Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite « Loi ALUR »
- Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 instaurant notamment un nouveau règlement pour le PLU.

Compte tenu de ces nouvelles lois, les communes ont aujourd'hui l'obligation de réviser leur Plan Local d'Urbanisme ou au moins d'engager cette révision avant le 1^{er} janvier 2017.

Le PLU actuel de Trévoux a été approuvé en octobre 2007, modifié en janvier 2009, et a fait l'objet d'une révision simplifiée en 2012 et d'une modification simplifiée en 2013.

Il est proposé d'engager une procédure de révision générale du PLU sur l'ensemble du territoire de la commune conformément aux articles L 153-31 et suivants du code de l'urbanisme. La procédure de révision est la même que pour l'élaboration d'un PLU.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette révision sont les suivants :

- Assurer un développement urbain encadré permettant notamment de limiter l'étalement urbain ;
- Favoriser l'intégration architecturale, urbaine et paysagère des constructions et des opérations d'aménagement ;
- Encourager l'exemplarité en matière de performances énergétiques ;
- Répondre aux besoins de logements pour accompagner l'augmentation démographique du territoire ;
- Protéger et valoriser notre patrimoine environnemental, paysager et architectural ;
- Clarifier et simplifier certaines règles afin de privilégier un urbanisme de projet ;
- Intégrer les nouvelles dispositions issues des évolutions législatives récentes.
- Favoriser la mixité sociale en garantissant le seuil minimal de logements sociaux

Pendant toute la durée de révision du PLU, sera mise en œuvre une concertation associant la population, les associations locales et les autres personnes concernées conformément aux articles L 103-2 et suivants du code de l'urbanisme.

Il est proposé les modalités de la concertation de la manière suivante :

- Affichage en mairie de la délibération prescrivant la révision
- Mise à disposition d'un registre en mairie pour le recueil des avis et des observations du public
- Information par le biais du site internet de la mairie sur l'avancée de la procédure
- Organisation d'une réunion publique au minimum
- Diffusion d'informations dans le magazine municipal

La commission générale réunie le 1^{er} février 2016 a émis un avis favorable sur la mise en révision du PLU

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-31 et suivant,

Vu la Loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement du 3 août 2009 dite « Loi Grenelle I »

Vu la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010 dite « Loi Grenelle II »

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite « Loi ALUR »

Vu le Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 instaurant notamment un nouveau règlement pour le PLU.

Vu le PLU actuel de la commune de Trévoux approuvé par délibération du 22 octobre 2007, modifié par délibération n°5 du 21 janvier 2009, et qui a fait l'objet d'une révision simplifiée approuvée le 2 octobre 2012 et d'une modification simplifiée approuvée le 25 juillet 2013,

Vu l'avis favorable sur la mise en révision du PLU rendu par la commission générale du 1^{er} février 2016,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **par 22 voix pour et 6 voix contre (M. Raymond C. Montessuit, P. Charrondière A. Gomes (qui a donné pouvoir à P. Charrondière); M. Cachat (qui a donné pouvoir M. Raymond), G. Brulland)**

DECIDE

Article 1 : de prescrire la révision générale du PLU sur l'ensemble du territoire communal selon les objectifs poursuivis suivants :

- Assurer un développement urbain encadré permettant notamment de limiter l'étalement urbain ;
- Favoriser l'intégration architecturale, urbaine et paysagère des constructions et des opérations d'aménagement ;
- Encourager l'exemplarité en matière de performances énergétiques ;
- Répondre aux besoins de logements pour accompagner l'augmentation démographique du territoire ;
- Protéger et valoriser notre patrimoine environnemental, paysager et architectural ;
- Clarifier et simplifier certaines règles afin de privilégier un urbanisme de projet ;
- Intégrer les nouvelles dispositions issues des évolutions législatives récentes.
- Favoriser la mixité sociale en garantissant le seuil minimal de logements sociaux

Article 2 : de lancer la concertation suivant les modalités suivantes :

- Affichage en mairie de la délibération prescrivant la révision
- Mise à disposition d'un registre en mairie pour le recueil des avis et des observations du public
- Information par le biais du site internet de la mairie sur l'avancée de la procédure
- Organisation d'une réunion publique au minimum
- Diffusion d'informations dans le magazine municipal

Article 3 : de lancer une consultation afin de retenir un maître d'œuvre qui aura en charge la réalisation des études nécessaires à la révision du PLU et d'assister la commune dans la mise en révision de son PLU.

Article 4 : de confier le suivi de la révision du PLU à un comité de pilotage.

Article 5 : d'autoriser le Maire à signer tout document, contrat, avenant nécessaire à la révision du PLU.

Article 6 : de solliciter l'Etat, conformément à l'article L132-15 du code de l'urbanisme, afin qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les dépenses nécessaires à la révision du PLU.

Article 7 : d'autoriser le Maire à demander toute subvention possible concernant la mise en œuvre de la révision du PLU.

Article 8 : d'inscrire au budget 2016 de la commune les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du PLU.

Article 9 : de notifier la présente délibération, conformément à l'article L 153-11 du code de l'urbanisme, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Article 10 : de procéder à l'affichage de la présente délibération, conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme, soit :

- ☐ un affichage en Mairie durant un mois,
- ☐ une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

En mairie, le 10 février 2016

Affiché le 17 février 2016.



Pour extrait conforme
Le Maire
Marc PECHOUX